

ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 1853

Texte de la question

BILAN DU SOMMET DE COPENHAGUE

M. le président. La parole est à M. Yves Cochet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine. M. Yves Cochet. Ma question s'adresse à M. Borloo, ministre de l'écologie, et porte sur le sommet de Copenhague.

Lors du Conseil des ministres du 23 décembre, vous avez déclaré, monsieur le ministre, que Copenhague avait enregistré des progrès essentiels. Au cours de ses voeux aux Français, le 31 décembre, le Président Sarkozy lui-même indiquait que Copenhague était " une porte ouverte sur l'avenir ". Je me demande si vous habitez la même planète que moi et que la totalité des ONG françaises ou internationales, lesquelles ont considéré que Copenhague était un échec retentissant ! Des centaines de milliards d'euros seront perdus en vain, faute de décision internationale, et, du point de vue humanitaire, des centaines de milliers de personnes vont souffrir ou même mourir à cause de l'impéritie des leaders mondiaux qui n'ont pas su trouver à Copenhague un accord courageux, voire un traité juridiquement contraignant. Monsieur le ministre, considérez-vous toujours que Copenhague est plutôt un succès, ou que c'est plutôt un échec ?

Par ailleurs, il faut redonner espoir et relancer les négociations climatiques. La grande différence entre la posture des pays du nord et celle des pays du sud porte sur la notion de dette climatique. Le nord ne veut pas en entendre parler ; au contraire, les pays du sud disent qu'il y a une dette climatique. Pensez-vous, monsieur le ministre, que, pour relancer les négociations climatiques en 2010 et les années suivantes, cette notion de dette climatique soit pertinente ? (Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat. M. Patrick Roy. Et des sommets ratés !

M. le président. Monsieur Roy, vos commentaires sont totalement inutiles. (Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.* Les principaux dirigeants des pays du monde se sont rencontrés pour la première fois pour tenter de parvenir à un accord concernant le financement international des pays les plus vulnérables et la modification des modèles économiques. Si vous considérez, monsieur Cochet, que ce n'est pas un événement important, permettez-moi de vous dire que je ne partage pas votre avis, car c'est la première fois gu'un tel événement a lieu.

Mais mettre d'accord 194 pays est un exercice extrêmement difficile. Nous allons bien sûr continuer. Un conseil européen informel a lieu le week-end prochain, portant sur le climat et la suite de Copenhague. Les ambitions de la France sont claires.

Premièrement, contrairement à ce que vous avez dit, monsieur Cochet, il nous faut mettre en application le premier accord de solidarité internationale pour les pays les plus vulnérables : il s'agit d'un montant de 10 milliards de dollars dès cette année, qui atteindra progressivement 100 milliards de dollars par an pour la décennie à venir. Il faut cesser de jeter le discrédit, car ces pays attendent le financement de la protection de la forêt et des énergies renouvelables et, pour certains d'entre eux, le financement de la lutte contre les aléas climatiques.

M. Jacques Desallangre. Ils peuvent attendre!

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État*. Nous devons aussi nous assurer que les engagements politiques de Copenhague, même s'ils ne sont pas à la hauteur de ce que les Français avaient souhaité, soient mis en application, et notamment avant le 31 janvier.

M. Jacques Desallangre. Il faudra attendre un peu plus!

Données clés

Auteur : M. Yves Cochet

Circonscription : Paris (11e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1853 Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Écologie, énergie, développement durable et mer Ministère attributaire : Écologie, énergie, développement durable et mer

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 14 janvier 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 janvier 2010